

Secrétariat général
Direction de la coordination
des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales
Réf : DCPI-BICPE/JR

Arrêté préfectoral imposant à la société Aciérie et Fonderie de la Haute Sambre des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation de son établissement situé à BERLAIMONT

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment les articles R. 516-1 et R. 181-45 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 17 octobre 2007 modifiant l'arrêté du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2551 (Fonderie [fabrication de produits moulés] de métaux et alliages ferreux) ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 complété autorisant la société « Aciérie et Fonderie de la Haute Sambre » à poursuivre l'exploitation des activités de fonderie et alliage sur la commune de BERLAIMONT ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu la demande du 20 septembre 2022 et le dossier joint par l'exploitant par lequel l'exploitant sollicite une modification des dispositions de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001, notamment la révision des valeurs limites d'émission ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 22 novembre 2022 ;

Vu les observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté préfectoral transmises par courriel du 30 novembre 2022 ;

Vu le rapport du 10 janvier 2023 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement portant sur la prévention de la pollution atmosphérique ;

Considérant ce qui suit :

1. dans le cadre de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001, l'activité de régénération thermique des sables a été recensée comme installation d'incinération de déchets ;
2. l'activité de régénération des sables de fonderie est une activité connexe à l'activité de fonderie et fait donc partie intégrante de l'installation autorisée au titre de la rubrique 2551 de la nomenclature des installations classées ;
3. l'activité de régénération thermique des sables est visée par les dispositions de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
4. les sables de fonderie ne sont pas classés en déchets mais font partie de l'activité de fonderie ;
5. il n'y a pas lieu de considérer les modifications présentées par le pétitionnaire comme substantielles ;
6. les flux de polluants sont faibles et ne remettent pas en cause les conclusions de l'étude de risque sanitaire ;
7. les valeurs limites sollicitées ne sont pas contraires aux arrêtés ministériels applicables à l'installation ;
8. conformément aux articles L. 181-14 et R. 181-45 du code de l'environnement, ces dispositions peuvent être fixées par arrêté préfectoral complémentaire ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1 – Objet

Sous réserve des droits des tiers, la société « aciérie et fonderie de la Haute Sambre » située rue du Pont des Moines – BP 9 – 59145 BERLAIMONT, est autorisée à poursuivre l'exploitation de son activité sous réserve du respect de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20 juillet 2001 modifié et du présent arrêté.

Article 2 – Modification de l'article 13.6.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001

Le tableau des valeurs limites d'émissions présenté dans l'article 13.6.3 de l'arrêté préfectoral du 20 juillet 2001 est remplacé par le tableau suivant :

Paramètre	Valeurs en moyenne journalière (mg/m ³)	Flux (kg/h)
Poussières	20 mg/m ³	0,22
Substances organiques à l'état gaz ou vapeur exprimées en carbone organique total (COT)	70 mg/m ³	0,79
Chlorure d'hydrogène (HCL)	20 mg/m ³	0,22
Fluorure d'hydrogène (HF)	4 mg/m ³	0,04
Dioxyde de soufre	50 mg/m ³	0,56
Dioxines et furannes	0,1 ng/Nm ³	1.1 10 ⁻⁶
Cadmium (cd), ainsi que le tellure et ses composés	0,05 mg/m ³	5.6 10 ⁻⁴
Mercurure (HG)	0,05 mg/m ³	5.6 10 ⁻⁴
Total des autres métaux lourds (Sb+AS+Pb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Se+Te)	0,5 mg/m ³	5.6 10 ⁻³
Total des autres métaux lourds (Sb+AS+Pb+Cr+Co+Cu+Sn+Mn+Ni+V+Se+Te) ainsi que le zinc et ses composés exprimés en zinc (ZN)	5 mg/m ³	0,05

Article 3 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 4 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20003 – 59039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de la Défense – 92055 LA DEFENSE Cedex.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de Lille conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

- 1° les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de :

- a) l'affichage en mairie ;
- b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 5 – Décision et notification

La secrétaire générale de la préfecture du Nord et la sous-préfète d'AVESNES-SUR-HELPE sont chargées de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de BERLAIMONT ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de BERLAIMONT et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2024>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le **16 JUL. 2024**

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO